

Libérer le potentiel du secteur privé

Les résultats d'une étude effectuée par l'INS et la Banque mondiale sur la dynamique des entreprises

Une étude récente sur la dynamique des entreprises tunisiennes effectuée par l'INS et la Banque mondiale souligne la nécessité de réformes urgentes afin de catalyser la création d'emplois et la croissance des entreprises.

En utilisant le Répertoire National des Entreprises, une base de données de haute qualité contenant des informations sur toutes les entreprises du secteur privé hors agriculture en Tunisie, cette étude a examiné la performance des entreprises en termes de création d'emplois et de productivité. L'étude souligne que le secteur privé tunisien souffre d'une «stagnation structurelle», ce qui reflète une faiblesse de la compétitivité et de la productivité, avec des possibilités de croissance limitées. Ce manque d'opportunité ne se manifeste pas seulement dans la création d'emplois décevante, mais aussi dans leur qualité, la production est concentrée dans des activités relativement peu productives et à petite échelle. En 2010, 86% de toutes les entreprises étant les entreprises unipersonnelles et seulement 0,5% de l'ensemble des entreprises employaient 100 personnes ou plus et représentent 37% de tous les emplois, soit plus que toutes les entreprises unipersonnelles combinées. Ces grandes entreprises sont disproportionnellement orientées vers l'extérieur, elles sont beaucoup plus susceptibles d'exporter et d'importer, d'être sous contrôle étranger et d'être dans le régime offshore, qui est une source importante de revenus et d'emplois, ce qui représente 32% des emplois salariés en 2010.

Par ailleurs, l'importance de l'auto-emploi a augmenté au fil du temps, depuis la création nette d'emplois a été limitée et concentrée dans les entreprises unipersonnelles, avec près de la moitié de tous les 672.877 nouveaux emplois nets créés entre 1996 et 2010. Le manque de création d'emplois a été stimulé par une mobilité ascendante très limitée : Par exemple, parmi les entreprises qui existaient en 1996, 4% seulement avaient évolué en taille en 2010 et un total de 55% avaient cessé leurs activités. Les jeunes entreprises sont de manière disproportionnée responsables de la création d'emplois, mais après environ 4 ans, les entreprises en moyenne enregistrent des pertes d'emploi. Le rendement faible de création d'emploi soulève des inquiétudes quant à l'opportunité de promouvoir les petites entreprises et fournir des incitations aux entreprises matures, mais soulignent également la nécessité de lever les obstacles à la croissance des entreprises.

Au delà de la faible performance de la création d'emplois, l'étude a également dévoilé de graves lacunes dans l'environnement concurrentiel : la productivité n'est pas un facteur déterminant important de la croissance de l'entreprise, même les meilleurs entreprises ne sont pas en mesure de se développer très rapidement, les estimations suggèrent que le doublement de la productivité ne permettrait d'accélérer la création d'emplois que de 3,9%. De même, le déplacement d'un décile dans la distribution de rentabilité est associé à la création d'emplois de 1,2% en plus. En conséquence, l'efficacité allocative est faible et ne s'est pas améliorée au fil du temps et la croissance de la productivité a été très faible, en partie à cause d'un manque d'augmentation du capital en raison d'un investissement limité.

Alors que le secteur offshore a connu beaucoup de succès dans la création de salariés et attirer les IDE, la plupart de la production offshore se concentre dans l'assemblage, plutôt que dans la R & D, des activités n'ayant pas de lien fort avec l'économie nationale. La dualité entre les entreprises onshore et offshore crée un terrain de jeu inégal, ce qui limite la croissance des entreprises nationales. Le succès du secteur offshore démontre néanmoins les avantages de la réglementation légère. Des incitations appropriées visant à encourager les exportations également pour les entreprises onshore pourrait à la fois réduire la dualité et accélérer la croissance.

En conclusion, les résultats de l'étude soulignent la nécessité d'une action urgente. Les simulations présentées dans le rapport montrent que, si la tendance actuelle à l'emploi à petite échelle se poursuit sans relâche, d'ici 2025, 92% de toutes les entreprises seront des unipersonnelles. Il est impératif d'agir à fin d'éviter la Tunisie une autre décennie de stagnation structurelle.